



Nouvelles d'Espagne

Economie et finances

N° ECOFIN-12 – du 29 juin au 26 juillet 2019

- *Les incertitudes politiques augmentent suite à l'échec du vote d'investiture de Pedro Sánchez (PSOE).*
- *La Commission européenne, le FMI et BBVA revoient à la hausse leur prévision de croissance pour l'Espagne en 2019.*
- *Le taux de chômage atteint 14,1 % au T2 2019.*
- *Le procureur anticorruption demande la mise en examen de la banque espagnole BBVA en tant que personne morale dans « l'affaire Villarejo ».*

Indicateurs macro		
Croissance PIB (t/t)	+0,7 %	T1 2019
Croissance PIB (g.a)	+2,4 %	
Indice de Production Industrielle (g.a)	-3,1 %	03/19
Dette (% du PIB)	98,7 %	T1 2019
Déficit public (% du PIB)	-0,3 %	T1 2019
Exportations (g.a)	+1,9 %	05/19
Importations (g.a)	+2,5 %	05/19
Inflation sous-jacente (g.a)	+0,9 %	09/19

Marchés financiers		
	Cette semaine	Numéro précédent
IBEX 35	9 225,5	9 198,8
Rendement obligation à 10 ans (%)	0,364	0,390
Prime de risque (pp)	0,761	0,716
Emploi		
Taux de chômage (données cvs)	14,1 %	T2 2019
Création d'emplois trimestrielle (données cvs)	+72 000	T2 2019

Sources : INE, Banque d'Espagne, Ministère des Finances, douanes espagnoles, Expansión, DG Trésor

Actualité Economique

Les incertitudes politiques augmentent suite à l'échec du vote d'investiture de Pedro Sánchez (PSOE) le 25 juillet.

Les négociations avec le parti de gauche radicale Podemos ont été intenses jusqu'à la dernière minute, le PSOE ayant proposé d'établir le salaire minimum à 60 % du salaire moyen en fin de législature, d'attribuer à Podemos un vice-présidence « sociale et d'égalité hommes-femmes » ainsi que les Ministères du logement, de l'égalité et de la santé. Podemos a demandé à la dernière minute lors des débats précédant le deuxième vote d'investiture le contrôle des « politiques actives d'emploi », alors qu'il s'agit d'une compétence des régions, et s'est finalement abstenu¹. Si Pedro Sánchez ne réussit pas à recevoir le soutien nécessaire pour son investiture avant le 24 septembre, de nouvelles élections auront lieu le 10 novembre. En tout état de cause, la fragmentation du paysage politique espagnol depuis 2015 est à l'origine d'une augmentation du temps nécessaire pour

former les gouvernements (314 jours en 2016) et d'une détérioration de leur capacité à agir (seul le Budget 2018 a été approuvé depuis 2015).

MACROECONOMIE

La Commission européenne, le FMI et BBVA prévoient une croissance de +2,3 % en 2019 pour l'Espagne. Les trois institutions ont revu à la hausse leurs dernières prévisions : +0,2 p.p. pour la Commission et le FMI par rapport aux prévisions de mai et d'avril respectivement et +0,1 p.p. pour BBVA par rapport à avril. Les données du S1 2019, plus favorables que prévu (+0,7 % t/t en moyenne), justifient la révision à la hausse de la croissance. Les incertitudes commerciales ont eu, pour l'heure, un impact sur les importations supérieur à leur effet sur les exportations espagnoles. Ce phénomène explique que la contribution du secteur extérieur à la croissance redevienne positive sur la période récente. Quant à 2020, les trois prévisionnistes tablent sur une

¹ Pedro Sánchez avait besoin lors de ce deuxième vote d'obtenir plus de voix favorables que défavorables à son investiture (majorité simple contre majorité absolue lors du premier vote du 23 juillet). Il n'a obtenu que le soutien de son seul parti, le PSOE (123) et du Parti régionaliste de la Can-

tabrie (1), contre 155 voix défavorables correspondant au PP (Partido Popular), Ciudadanos (droite-centre droit), Vox (extrême droite), JxCat (droite indépendantiste catalane) et CC (Coalición Canaria).



croissance de +1,9 %, suite à une perte de dynamisme de la consommation privée.

La Ministre de l'Economie espagnole Nadia Calviño serait candidate à la tête du FMI. Même si sa candidature n'a pas encore été officialisée, Mme Calviño devrait figurer dans la liste des candidats européens à la présidence du FMI², alors que le départ effectif de Christine Lagarde à la tête de l'institution aura lieu le 12 septembre prochain. La Ministre espagnole, qui aurait été suggérée pour ce poste par les pays européens du G7, pourra compter sur le soutien de la Moncloa, qui désirerait que soit nommée « une femme européenne » et pour qui l'élection de Calviño représenterait « une excellente nouvelle pour l'Espagne ».

FINANCES PUBLIQUES

Le gouvernement de Pedro Sánchez maintiendrait son projet de mise en place d'une taxe numérique nationale. Dans un contexte marqué par l'adoption de la taxe sur les géants du numérique en France et par l'annonce d'éventuelles représailles de la part des États-Unis, la Ministre de l'Economie Nadia Calviño a assuré publiquement -lors de l'inauguration du sommet 2019 DigitalES- qu'elle souhaiterait aborder la mise en place de la taxe dès la formation du nouveau gouvernement. Mme Calviño, qui a souligné l'importance de taxer les entreprises là où elles produisent de la valeur ajoutée générée par l'utilisation de données, a également rappelé que l'idéal serait de trouver une solution au niveau le plus large possible.

L'AIReF publie les dernières analyses de la première phase de sa *spending review*. L'autorité de contrôle budgétaire propose notamment de supprimer le programme « ré-industrialisation et compétitivité », car son impact sur l'économie et l'emploi serait modeste à court terme –et nul sur le long terme. L'État a attribué 4,9 Md € de crédits bonifiés à travers ce programme entre 2008 et 2018, mais le taux de défaut de remboursement est très élevé. Selon les calculs de l'AIReF chaque emploi créé aurait eu un coût pour l'État de 25 000 € annuels, soit un montant cinq fois supérieur à l'allocation non-contributive de chômage maximale. Le Ministère de l'industrie a déploré que le rapport de l'AIReF adopte une vision « statique » et que la période analysée corresponde en partie à la crise économique. Il a souligné par ailleurs que le gouvernement a suivi les recommandations de l'AIReF dans la conception des critères d'attribution des aides en 2018. Le dernier chapitre de la *spending review* recommande également des modifications pour améliorer l'efficacité du service postal.

L'AIReF revoit légèrement à la baisse sa prévision de déficit pour 2019 (2,0 % du PIB). Dans son rapport sur le respect des objectifs de stabilité budgétaire, de dette publique et de règle de dépenses 2019, l'autorité de contrôle

budgétaire considère que l'objectif que le gouvernement a remis à Bruxelles dans son Programme de stabilité est atteignable. Les données favorables de la liquidation de l'IRPF 2018, les recettes de cotisations sociales et la révision à la baisse des intérêts de la dette sont à l'origine de l'amélioration de +0,1 p.p. des prévisions (Cf. *Tableau 1*). Néanmoins, la dette publique s'établirait à 96,1 % du PIB fin 2019 (+0,3 p.p. par rapport aux prévisions du gouvernement). Enfin, l'AIReF souligne que seule l'Administration centrale respecterait la règle de dépenses en 2019.

MARCHE DU TRAVAIL

Le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint 14,1 % au T2 2019 (14,2 % au T1 2019). D'après les données de l'enquête emploi de l'INE (non corrigées), le taux de chômage (14,0 %) est en baisse au 2^e trimestre 2019 par rapport au trimestre précédent (14,7 %) et nettement inférieur au chiffre de l'année dernière à la même période (15,3 %). Le nombre d'actifs occupés est en hausse par rapport au T1 2019 (+333 800) et s'établit à 19,8 millions de personnes. Le nombre de salariés avec un CDI et un CDD augmente au même rythme (+164 500 et +166 100, respectivement).

Un tribunal de Madrid condamne une plateforme de livraison en considérant que ses travailleurs étaient des « faux travailleurs indépendants ». Le tribunal a donné raison fin juillet à la Sécurité sociale espagnole face à Deliveroo en considérant que les plus de 500 livreurs qui travaillaient pour cette compagnie entre octobre 2015 et juin 2017 étaient salariés et non indépendants. Pour le juge madrilène, les livreurs n'avaient pas de « marge appréciable d'autonomie » (hormis le choix du moyen de transport, de l'itinéraire et la possibilité de rejeter une commande) et devaient honorer les commandes « en suivant les instructions détaillées déterminées par l'entreprise ». L'entreprise britannique aurait dû ainsi les faire affilier au régime général de la Sécurité sociale en payant les cotisations correspondantes (1,2 M€ de cotisations sociales non payées).

D'ici 2100, il y aura moins de deux personnes en âge de travailler pour chaque personne âgée de plus de 65 ans en Espagne. Selon les projections d'Eurostat, le taux de dépendance³ des personnes âgées devrait presque doubler de 2018 à 2100 dans l'UE, (de 31 % à 57 %). Avec un taux de 59 %, supérieur à la moyenne européenne, l'Espagne devrait être particulièrement concernée par le vieillissement de la population, avec des conséquences importantes sur les dépenses de santé et de retraite.

Les inégalités demeurent élevées en Espagne, même si elles suivent une tendance baissière. Selon les dernières données d'Eurostat sur les inégalités de répartition des revenus (rapport interquintile de revenu), les 20 % des Espagnols les plus riches gagnaient 6,6 fois plus que les 20 % les

² Les autres candidats pressentis seraient l'ex-ministre des Finances des Pays-Bas et ex-président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, le chef actuel de l'Eurogroupe et ministre des Finances du Portugal, Mario Centeno, ou encore le gouverneur de la banque centrale de Finlande Olli Rehn.

³ Rapport entre le nombre de personnes âgées à un âge où ils sont généralement inactifs économiquement -c'est à dire 65 ans ou plus- et le nombre de personnes en âge de travailler -c'est à dire 15-64 ans.



plus pauvres en 2017, faisant de l'Espagne le 3^e pays le plus inégalitaire de l'UE, derrière la Bulgarie (8,2) et la Lituanie (7,3). Néanmoins, la situation semble s'améliorer en 2018 où le rapport (6,0) serait le plus faible de la dernière décennie.

Actualité Financière

SECTEUR BANCAIRE

Le procureur anticorruption demande la mise en examen de la banque espagnole BBVA en tant que personne morale dans « l'affaire Villarejo ». En mai 2018, des factures de la banque espagnole à une entreprise de José Manuel Villarejo ont été rendues publiques. Plus d'un an après, les dernières enquêtes viennent de montrer que des dirigeants de la banque ont versé de l'argent à ce commissaire retraité. M. Villarejo aurait utilisé sa position pour accéder illégalement à des informations privées, qu'il aurait vendues à des responsables de la banque pour utilisation à des fins personnelles. La mise en examen est demandée pour délits de corruption, de découverte et révélation de secrets et de corruption dans les affaires.

Les derniers bureaux de l'enseigne « Banco Popular » viennent de changer de nom, pour prendre celui de « Santander ». Il y a un peu plus de deux ans le groupe Santander avait racheté Banco Popular, déclaré insolvable, pour un euro symbolique. L'intégration s'était alors faite par vagues progressives, jusqu'à la disparition de la marque Popular. En deux ans, Banco Santander a ainsi intégré au total 1 600 agences et récupéré 3,5 millions de clients de son ancien concurrent.

La Commission nationale du marché des valeurs (CNMV) a présenté un pourvoi en cassation pour ne pas divulguer le dossier de sanction à l'encontre de Banco Popular. En 2016, la CNMV a publié dans le Bulletin officiel de l'Etat une amende d'un million d'euros à l'encontre de Banco Popular. Face à la demande d'un citoyen d'accéder au contenu complet du dossier, la CNMV maintient que les détails du dossier sont confidentiels, mais le Conseil de Transparence, qui est une autre instance administrative, plaide pour son ouverture.

Le gouverneur de la Banque d'Espagne, Pablo Hernández de Cos, a été élu président du comité technique consultatif du Conseil européen de risque systémique (CERS). Le CERS, qui est hébergé par la Banque centrale européenne (BCE) -celle-ci lui apportant un appui logistique et technique-, a été conçu pendant la crise pour prévenir les risques financiers. M. De Cos a réalisé l'ensemble de sa carrière au sein de la Banque d'Espagne et de la BCE.

SECTEUR IMMOBILIER

Le prix du logement a augmenté de 2,5 % en juin par rapport au même mois l'année dernière. Selon TINSa, la société d'experts en prix immobiliers, le prix du logement a fortement augmenté depuis la crise, mais reste encore éloigné du niveau d'avant-crise. Sur la dernière année, la hausse la plus importante s'enregistre dans les îles et aires métropolitaines. Les prix moyens du logement ont augmenté de 15 % par rapport au minimum de février 2015 et demeurent 34 % inférieurs au maximum de 2007.

Tableau 1 – Avis de l'AIReF sur les prévisions de déficit des Administrations publiques (2019, % du PIB)

Niveau	Clôture 2018	2019	
		PStab	AIREF
Administration centrale	-1,4	-1,0	-0,6 (Probable)
Fonds de la Sécurité sociale	-1,4	-1,4	-1,3 (Atteignable)
Communautés autonomes	-0,2	-0,1	-0,5 (Très improbable)
Corporations locales	+0,5	+0,5	+0,4 (Improbable)
Total des Administrations publiques	-2,5	-2,0	-2,0 (Atteignable)

Source : Programme de Stabilité (2019-2021) et AIReF

Responsable de la publication : Shanti Bobin

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Enseñada, 10
28004 Madrid

Rédigé par : Marie Alder, Miguel Garcia, Pierre Pérard

Abonnement/désabonnement : espagne@dtresor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica



Copyright :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.